



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES  
PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

76/jpr/ctm

**Arrêté du 27 avril 2026  
portant prescriptions complémentaires à la société TRONOX  
de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Aspach-Michelbach  
et Vieux-Thann – site de l'Ochsenfeld**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le livre V, titre 1 du Code de l'environnement et les articles suivants :

- L. 512-1 à L. 512-12 (régime des installations classées),
- R. 181-45 à R. 181-53 (modification des prescriptions),
- R. 515-61 ( désignation de la rubrique principale pour les installations IED),

VU la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (IED),

VU le décret n°2010-369 du 13 avril 2010, relatif notamment à la création de la rubrique 2760 (stockage de déchets) et à la suppression de la rubrique 167-b,

VU le décret n°2014-996 du 2 septembre 2014, relatif notamment à la création de la rubrique 2797 (gestion des déchets radioactifs) et à la suppression de la rubrique 1715-1,

VU le décret n°2018-434 du 4 juin 2018, relatif notamment à la distinction entre 2797-1 (entreposage) et 2797-2 (stockage) pour les déchets radioactifs,

VU le décret n°2019-292 du 22 octobre 2018 relatif notamment à la suppression de la rubrique 2920-2-b,

VU l'arrêté préfectoral 2008-226-16 du 13 août 2008 codifiant et complétant au titre Ier du livre V du Code de l'environnement, les prescriptions applicables à la société MILLENIUM INORGANIC CHEMICALS THANN SAS pour l'exploitation de son site d'Aspach-le-Haut et de Vieux-Thann,

VU l'arrêté préfectoral 2010-355-3 du 21 décembre 2010 portant prescriptions complémentaires à la société MILLENNIUM INORGANIC CHEMICALS THANN SAS pour l'exploitation du site d'Aspach-le-Haut et Vieux-Thann (Ochsenfeld) en référence au titre Ier du Livre V du Code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n°2014218-005 du 6 août 2014, portant prescriptions complémentaires à la société CRISTAL France SAS pour l'exploitation du site d'Aspach-le-Haut et de Vieux-Thann (Ochsenfeld),

VU la fiche navette IED – déclaration du statut IED de l'installation du 11 avril 2013,

VU la lettre préfectorale du 15 mars 2016 actant le classement de l'installation sous la rubrique 2797,

VU le courrier de l'exploitant du 15 octobre 2019 relatif à la réglementation IED-BREF principal applicable au site de l'Ochsenfeld,

VU le courriel de l'exploitant du 26 octobre 2025, transmettant les éléments actualisant la situation administrative du site, complété par le courriel du 19 décembre 2025,

VU le rapport du 26 février 2026 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand-Est, chargée de l'inspection des installations classées,

VU la consultation pour avis de l'exploitant, sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire reçu par l'exploitant le 20 mars 2026,

VU l'avis formulé par l'exploitant dans son courriel du 14 avril 2026,

Considérant que certaines évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) n'ont pas été prises en compte et qu'il convient d'actualiser la situation administrative des installations autorisées,

Considérant que la société TRONOX France SAS a transmis ,par courriel du 26 octobre 2025, une mise à jour de sa situation administrative, incluant des modifications de ses installations et de leurs classements au titre de la nomenclature des ICPE,

Considérant que les installations du site d'Aspach-Michelbach et Vieux-Thann sont soumises à autorisation au titre de la directive 2010/75/UE (IED), avec pour rubrique principale retenue par l'exploitant la 3420.d (fabrication de produits chimiques inorganiques),

Considérant que les meilleures techniques disponibles (MTD) applicables au site sont celles définies dans les BREF LVIC-S (principal) et WT (secondaire),

Considérant que certaines rubriques de la nomenclature ICPE ont été supprimées ou modifiées depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 13 août 2008, nécessitant une mise à jour du classement administratif du site,

Considérant que l'installation de combustion relevant de la rubrique 2910-A-2, dans l'arrêté préfectoral du 13 août 2008, était une ancienne chaudière, aujourd'hui démantelée,

Considérant que le stockage de gypse rouge relève de la rubrique 2760-2b, créée par le décret

2010-369 du 13 avril 2010, que cette rubrique n'existait donc pas lors de la rédaction de l'arrêté du 13 août 2008, que l'activité était connue et que le classement du stockage du gypse rouge en rubrique 2760b relève donc de l'antériorité,

Considérant que l'entreposage de déchets radioactifs (DRNR) relève de la rubrique 2797-1 (autorisation), avec une quantité déclarée de moins de 100 tonnes en 2025, supérieure au seuil de 10 m<sup>3</sup>, fixé par le décret n°2014-996 du 2 septembre 2014,

Considérant que l'installation sera considérée comme une installation d'entreposage de déchets radioactifs au titre de la rubrique 2797-1, compte-tenu de l'engagement de l'exploitant d'évacuer ces déchets avant 2050,

Considérant que les prescriptions existantes (arrêtés de 2008, 2010, 2014 notamment) restent applicables, sous réserve des adaptations nécessaires pour les nouvelles rubriques et installations,

Considérant que les modifications demandées par l'exploitant ne sont pas de nature à engendrer des impacts significatifs sur l'environnement ou la sécurité, au sens de l'article R. 181-46-I du code précité et peuvent donc être traitées par les dispositions de l'article R. 181-46-II,

Considérant que dans le cadre du contradictoire, l'exploitant n'a pas demandé de modifications autres que de pure forme,

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour la situation administrative du site d'Aspach-Michelbach et Vieux-Thann pour refléter les évolutions réglementaires et techniques,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

Article 1<sup>er</sup> : les prescriptions des arrêtés préfectoraux complémentaires n°2008-226-16 du 13 août 2008 et n°2010-355-3 du 21 décembre 2010 sont modifiées.

Article 2 : les dispositions suivantes sont modifiées par le présent arrêté.

Références de l'arrêté préfectoral d'autorisation	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications Références des articles correspondants du présent arrêté
n° 2008-226-16 du 13 août 2008	Article 1.2.1	Article modifié par l'article 3 du présent arrêté
n°2010-355-3 du 21 décembre 2010	Article 3	Article supprimé

Article 3 : liste des installation et activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2008-226-16 du 13 août 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations exploitées sont classées selon les rubriques et régimes définis dans le tableau ci-dessous :

N° de rubrique	Intitulé et seuil de classement	Régime	Volume / caractéristiques de l'exploitation
2760	<b>Installations de stockage de déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2720 :</b> 2. Installation de stockage de déchets non dangereux autre que celle mentionnée au 3 : b) Autres installations que celles mentionnées au a	A	100 000 t/an de gypse rouge sec destiné à la réhabilitation du site de l'Ochsenfeld
2797-1	<b>Gestion des déchets radioactifs mis en œuvre dans un établissement industriel ou commercial :</b> déchets radioactifs (gestion des) mis en œuvre dans un établissement industriel ou commercial, hors accélérateurs de particules et secteur médical, dès lors que leur quantité susceptible d'être présente est supérieure à 10 m <sup>3</sup> et que les conditions d'exemption mentionnées au 1° du I de l'article R. 1333-106 du code de la santé publique ne sont pas remplies. 1. Activités de gestion de déchets radioactifs hors stockage (tri, entreposage, traitement...)	A	Déchets à radioactivité naturelle renforcée issus du traitement des minerais du site Tronox de Thann, entreposés jusqu'au 31 décembre 2049 au plus tard, pour une quantité maximale de 100 tonnes, en attente d'élimination via une filière appropriée
3420.a	<b>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que :</b> a) Gaz, tels que ammoniac, chlore ou chlorure d'hydrogène, fluor ou fluorure d'hydrogène, oxydes de carbone, composés sulfuriques, oxydes d'azote, hydrogène, dioxyde de soufre, chlorure de carbonyle	A	Capacité de production : - CO <sub>2</sub> : 25 000 t/an
3420.c	<b>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que :</b> c) Bases, telles que hydroxyde d'ammonium, hydroxyde de potassium, hydroxyde de sodium	A	Capacité de production : - lait de chaux: 95 000 m <sup>3</sup> /an
3420.d	<b>Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que :</b> d) sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent	A	Capacité de production : - gypse blanc: 60 000 t/an, - gypse rouge : 100 000 t/an
3510	<b>Traitement des déchets dangereux : élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : traitement physico-chimique</b>	A	Capacité de traitement : - 1 440 t/j d'acides secondaires, - 960 t/j d'acides nobles
3540	<b>Installations de stockage de déchets autres que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3</b> 1. Installations d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	A	Capacité de stockage : - gypse rouge : 100 000 t/an

3550	<b>Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte</b>	A	Déchets à radioactivité naturelle renforcée issus du traitement des minerais du site Tronox de Thann, entreposés jusqu'au 31 décembre 2049 au plus tard, pour une quantité maximale de 100 tonnes, entreposés en attente d'élimination via une filière appropriée
2921.1a	<b>Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, (...), la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW</b>	E	TAR associées au traitement des acides 1 tour Sulzer : 1710 kW 1 tour Sulzer : 1540 kW TOTAL 3250 kW

Remarque : les régimes définis sont :

- A signifie Autorisation ;
- E signifie Enregistrement ;
- D signifie Déclaration ;
- DC signifie Déclaration avec Contrôle  
(contrôle périodique non requis dans le cas d'un site soumis à Autorisation).

Statut IED de l'établissement :

L'établissement relève de la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « directive IED ».

Au sens de l'article R. 515-61 du Code de l'environnement, il est pris acte de la proposition de l'exploitant de désigner la rubrique 3420.d comme étant la rubrique principale.

Les BREF applicables à l'installation sont les BREF LVIC-S et WT (l'exploitant a désigné le BREF LVIC-S comme BREF principal). Les BREF transverses CWW et WGC ne s'appliqueront que dans le cadre du processus de réexamen du BREF LVIC.

### **Le périmètre IED couvre l'ensemble du site**

Article 4 : une copie du présent arrêté est transmise aux maires de Vieux-Thann et Aspach-Michelbach pour y être consultée. Cet arrêté est affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires.

Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation, par l'exploitant.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 : en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des dispositions du chapitre Ier du titre 7 du Livre Ier du Code de l'environnement.

Article 7 : copie du présent arrêté est transmise à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et la présenter à toute réquisition.

Article 8: le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Strasbourg :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 9: le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie est notifiée à l'exploitant.

Le préfet,  
pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général

**SIGNÉ**

Augustin CELLARD